

No. 49665*

**Spain
and
Morocco**

Agreement between the Government of the Kingdom of Spain and the Government of the Kingdom of Morocco on border police cooperation. Madrid, 16 November 2010

Entry into force: *20 May 2012, in accordance with article 16*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Spain, 5 June 2012*

*No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.

**Espagne
et
Maroc**

Accord entre le Gouvernement du Royaume d'Espagne et le Gouvernement du Royaume du Maroc en matière de coopération policière transfrontalière. Madrid, 16 novembre 2010

Entrée en vigueur : *20 mai 2012, conformément à l'article 16*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Espagne, 5 juin 2012*

* Numéro de volume RTNU n'a pas encore été établie pour ce dossier. Les textes reproduits ci-dessous, s'ils sont disponibles, sont les textes authentiques de l'accord/pièce jointe d'action tel que soumises pour l'enregistrement et publication au Secrétariat. Pour référence, ils ont été présentés sous forme de la pagination consécutive. Les traductions, s'ils sont inclus, ne sont pas en form finale et sont fournies uniquement à titre d'information.

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

FRENCH

**ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME D'ESPAGNE ET LE
GOUVERNEMENT DU ROYAUME DU MAROC EN MATIERE DE
COOPERATION POLICIERE TRANSFRONTALIERE.**

Le Gouvernement du Royaume d'Espagne et le Gouvernement du Royaume du Maroc, ci-après désignés les «Parties»;

Dans le but de renforcer et élargir les actions de coopération entre les services chargés des missions policières transfrontalières des deux Parties;

Ont convenu de ce qui suit:

Titre I

Objet et autorités

Article 1: Objet

1. Les Parties, dans le respect de leur souveraineté et des compétences territoriales respectives de leurs autorités administrative et judiciaire, établiront une coopération transfrontalière entre leurs services de police.
2. La coopération transfrontalière, prévue par le premier alinéa du présent article, se fera à travers la création des Centres de Coopération Policière, dénommés ci-après « CCP », ou par le biais d'une coopération directe entre les autorités compétentes citées dans l'article 2 du présent Accord.

Article 2: Autorités

1. A l'effet de cet accord, les autorités chargées de la mise en œuvre du présent Accord, sont:

a) Du côté espagnol:

- Le Corps National de Police;
- La Guardia Civil;
- Toute autre autorité compétente, avec déclaration préalable du Ministre de l'Intérieur.

b) Du côté marocain:

- La Direction Générale de la Sûreté Nationale ;
- La Gendarmerie Royale ;
- Toute autre autorité compétente, avec déclaration préalable du Ministre de l'Intérieur.

2. La nomination par l'une des Parties d'une autre autorité devra être notifiée à l'autre Partie au minimum soixante jours auparavant.

Titre II

Centres de Coopération Policière (CCP)

Article 3: Objectifs

1. Les CCP auront pour mission de développer la coopération transfrontalière en matière de police, et ce pour prévenir et coordonner la lutte contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière, notamment la criminalité organisée, le trafic de drogue et d'armes, la migration irrégulière et la traite des êtres humains.

2. Les CCP seront destinés à accueillir le personnel composé des agents et des fonctionnaires des autorités compétentes des Parties mentionnées dans l'article 2 du présent Accord.

Article 4: Emplacement des CCP

1. Les CCP se situeront:

- a- sur le territoire du Royaume d'Espagne ; à Algésiras.
- b- dans le territoire du Royaume du Maroc ; à Tanger.

2. Par accord entre les Parties, de nouveaux CCP peuvent être créés en fonction des besoins et des évolutions constatées en matière de la délinquance transfrontalière.

Article 5: Le champ d'activité des CCP

1. Les CCP seront en charge des missions suivantes:

- a) Le recueil et l'échange des informations, dans le respect des législations relatives à la protection des données dans chaque Etat partie ;
- b) La prévention et la coordination de la lutte contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière, notamment la criminalité organisée, la migration irrégulière, la traite des êtres humains et le trafic de drogues et d'armes ;
- c) La coordination des mesures opérationnelles conjointes dans les domaines cités au point b du présent article ;

2. La prise de décision concernant les matières énumérées dans l'alinéa précédent revient aux autorités compétentes de chaque Partie conformément à la législation en vigueur ;

Article 6: Sièges des CCP

1. Les autorités des deux parties détermineront d'un commun accord les installations et les ressources matérielles nécessaires pour le fonctionnement desdits CCP.

2. Les frais de construction, de fonctionnement et de maintenance des CCP doivent être pris en charge par la Partie sur le territoire de laquelle se situe le Centre en question.

3. Les CCP porteront la dénomination officielle et les drapeaux officiels de chacune des Parties.

Article 7: Moyens de Communications

1. Les Parties s'accorderont mutuellement toutes les facilités pour l'accomplissement des objectifs des CCP, conformément aux lois et règlement nationaux, notamment en ce qui concerne les moyens de communication par radio entre les Parties et l'accès en ligne par voie sécurisée aux système nationaux d'information, de toutes les autorités compétentes. Les modalités et les conditions d'accès en ligne par voie sécurisée seront précisées par un protocédurier convenu ultérieurement entre les deux Parties.

2. Le courrier émanant des CCP ou destiné à ces derniers pourra être porté par les agents en service dans ces centres sans passer par la voie postale. Ces agents doivent impérativement l'acheminer personnellement vers sa destination finale.

Article 8: Fonctionnement

1. Les agents et fonctionnaires affectés aux CCP travailleront en équipe conformément à la législation interne de chaque Partie. Ils procéderont à l'échange d'information et pourront répondre aux demandes de renseignements émanant des autorités des deux Parties.

2. Chaque Partie disposera d'une liste actualisée des agents et fonctionnaires affectés aux CCP et la transmettra à l'autre Partie.

3. Un coordinateur responsable sera désigné par chaque Partie, il sera chargé de l'organisation du travail commun avec son homologue de l'autre Partie.

4. La sécurité du CCP et du personnel y exerçant sera prise en charge par les services compétents de la Partie où se situe le CCP.

Titre III

Dispositions générales

Article 9: Affectation des agents et fonctionnaires des CCP

1. Les agents et les fonctionnaires affectés aux CCP et qui se trouvent dans le territoire de l'autre Partie ne seront pas compétents pour l'exécution des mesures de police.

2. Les agents et fonctionnaires de chaque Partie se présenteront dans les lieux d'affectation et exerceront leurs fonctions en portant, soit l'uniforme national sans armes, soit un signe d'identification visible.

Article 10: Régime applicable aux agents et fonctionnaires des CCP

1. Les agents et les fonctionnaires ayant mission dans le territoire de l'autre Partie dépendront de leur hiérarchie d'origine et devront respecter le règlement de fonctionnement interne de l'unité où ils sont affectés.

2. Chaque Partie est responsable du maintien de la discipline des agents susmentionnés et pourra demander, à cet effet, l'assistance des agents de l'autre Partie, le cas échéant.

3. Chaque Partie accordera aux agents susmentionnés la même protection et assistance qu'elle accorde à ses propres agents.

4. Les dispositions de nature pénale, en vigueur dans chaque Partie, garantissant la protection des agents et fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions, seront également applicables aux infractions commises contre les agents et les fonctionnaires affectés aux CCP.

5. Les agents et les fonctionnaires des CCP seront soumis au régime de responsabilité civile et pénale de la Partie dont relève le territoire où ils se trouvent.

Article 11: Réunions

1. Les responsables des autorités compétentes des Parties et les coordonnateurs des CCP se réuniront chaque fois que les besoins opérationnels le nécessitent et en tout cas, au moins deux fois par an. Ces réunions auront pour but:

- a) L'évaluation de la coopération entre leurs unités;
- b) L'échange des données statistique relatives aux différents types de délinquance;

- c) L'élaboration et l'actualisation des modalités d'intervention conjointe pour des situations nécessitant la coordination entre les unités opérationnelle des Parties;
 - d) La programmation des exercices communs ;
 - e) La définition, d'un commun accord, des besoins de coopération en fonction des événements prévus ou de l'évolution des différentes formes de délinquance ;
2. Chaque réunion sera sanctionnée par un procès verbal ;

Article 12: Les actions à mener par les Parties

1. Dans la mise en œuvre des dispositions du présent Accord, les Parties devront réaliser les actions suivantes:
- a) L'élaboration d'un code simplifié pour désigner les lieux et la nature des infractions;
 - b) L'échange de leurs publications à caractère professionnel et l'organisation d'une collaboration réciproque régulière pour la rédaction de celles-ci;
 - c) L'organisation d'une formation linguistique appropriée aux agents et aux fonctionnaires qui participeront aux différentes formes de coopération;
 - d) L'invitation des agents et des fonctionnaires nommés par l'une des parties à participer aux séminaires ayant un caractère professionnel, ainsi qu'à d'autres modalités de formation continue ;
 - e) L'échange des personnels dans le cadre d'activités pratiques, afin de les familiariser avec les structures et les méthodes de travail des autorités compétentes de l'autre Partie. Le but est également de les familiariser avec la législation à laquelle ces agents seront confrontés, notamment en ce qui concerne le régime juridique de la responsabilité civile et pénale;
 - f) L'organisation des visites réciproques entre les unités respectives des Parties.

Article 13: Budget

Le présent Accord sera appliqué dans les limites budgétaires de chaque Partie.

Titre IV
Dispositions finales

Article 14: Règlement des différends

Le règlement des différends découlant de l'interprétation ou de l'application de l'Accord se fera par le biais de négociations entre les Parties.

Article 15: Révision

1. Le présent Accord pourra être révisé à la demande de l'une des Parties.
2. Les amendements introduits, conformément aux dispositions du précédant alinéa, entreront en vigueur selon les dispositions de l'article 16.

Article 16: Entrée en vigueur

Le présent Accord entrera en vigueur dès le trentième jour à compter de la date de réception de la dernière notification, par écrit et par voie diplomatique, relative à l'accomplissement des formalités internes requises à cet effet.

Article 17: Validité et dénonciation

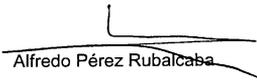
1. Le présent Accord sera valable pour une période indéfinie;
2. Chacune des Parties pourra dénoncer à tout moment le présent Accord;
3. La dénonciation devra être notifiée à l'autre Partie, par écrit et par voie diplomatique. Elle prendra effet six mois à partir de la réception de la notification préalable.

4. La dénonciation ne sera pas appliquée aux droits et aux obligations des Parties par rapport à des projets en cours qui soient développés dans le cadre du présent Accord.

Fait à Madrid, le 16 novembre 2010, en langues espagnole et française. Les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
du Royaume d'Espagne

Le Premier Vice-Président
et Ministre de l'Intérieur
"A.R."



Alfredo Pérez Rubalcaba

Pour le Gouvernement
du Royaume du Maroc

Le Ministre de l'Intérieur



Taïeb Cherqaoui

[SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL]

**ACUERDO ENTRE EL GOBIERNO DEL REINO DE ESPAÑA Y EL
GOBIERNO DEL REINO DE MARRUECOS EN MATERIA DE
COOPERACIÓN POLICIAL TRANSFRONTERIZA**

El Gobierno del Reino de España y el Gobierno del Reino de Marruecos, en lo sucesivo denominados las "Partes";

Con el fin de reforzar y ampliar las acciones de cooperación entre los servicios encargados de las misiones policiales transfronterizas de ambas Partes;

Han convenido en lo siguiente:

Título I

Objeto y autoridades

Artículo 1: Objeto

1. Las Partes, respetando su soberanía y las respectivas competencias territoriales de sus autoridades administrativas y judiciales, establecerán una cooperación transfronteriza entre sus servicios de policía.

2. La cooperación transfronteriza, prevista por el primer apartado del presente artículo, se hará a través de la creación de los Centros de Cooperación Policial, en lo sucesivo denominados "CCP" o por medio de una cooperación directa entre las autoridades competentes citadas en el artículo 2 del presente Acuerdo.

Artículo 2: Autoridades

1. A los efectos del presente Acuerdo, las autoridades encargadas de la puesta en práctica del presente Acuerdo, serán:

a) Por parte española:

- El Cuerpo Nacional de Policía.
- La Guardia Civil.
- Cualquier otra autoridad competente, previa declaración del Ministro del Interior.

b) Por parte marroquí:

- La Dirección General de Seguridad Nacional.
- La Gendarmería Real.
- Cualquier otra autoridad competente, previa declaración del Ministro del Interior.

2. El nombramiento por una de las Partes de otra autoridad deberá notificarse a la otra Parte al menos con sesenta días de antelación.

Título II

Centros de Cooperación Policial (CCP)

Artículo 3: Objetivos

1. Los CCP tendrán por misión el desarrollo de la cooperación transfronteriza en materia policial, para prevenir y coordinar la lucha contra el terrorismo y la criminalidad transfronteriza, en particular el crimen organizado, el tráfico de drogas y de armas, la inmigración irregular y la trata de seres humanos.

2. Los CCP estarán destinados a acoger al personal compuesto por agentes y funcionarios de las autoridades competentes de las Partes mencionadas en el artículo 2 del presente Acuerdo.

Artículo 4: Localización de los CCP

1. Los CCP estarán situados:

- a - en el territorio del Reino de España, en Algeciras.
- b - en el territorio del Reino de Marruecos, en Tánger.

2. Mediante acuerdo entre las Partes, se podrán crear nuevos CCP en función de las necesidades y resultados observados en materia de delincuencia transfronteriza.

Artículo 5: Ámbito de actividad de los CCP

1. Los CCP se harán cargo de las siguientes misiones:

a) la recogida e intercambio de información, respetando las legislaciones relativas a la protección de datos en cada Estado Parte;

b) la prevención y la coordinación de la lucha contra el terrorismo, la criminalidad transfronteriza, en particular el crimen organizado, la inmigración irregular, la trata de seres humanos y el tráfico de drogas y armas.

c) la coordinación de medidas operativas conjuntas en los ámbitos citados en el punto b) del presente artículo.

2. la toma de decisiones en cuanto a las materias enumeradas en el anterior apartado corresponderá a las autoridades competentes de cada Parte con arreglo a la legislación vigente.

Artículo 6: Sedes de los CCP

1. Las autoridades de las dos Partes determinarán de mutuo acuerdo las instalaciones y los recursos materiales necesarios para el funcionamiento de los mencionados CCP.

2. La Parte en cuyo territorio se vaya a encontrar el Centro en cuestión se hará cargo de los gastos de construcción, funcionamiento y mantenimiento del mismo.

3. Los CCP llevarán el nombre oficial y las banderas oficiales de cada una de las Partes.

Artículo 7: Medios de comunicación

1. Las Partes se otorgarán mutuamente todas las facilidades para el cumplimiento de los objetivos de los CCP, con arreglo a las leyes y reglamentos nacionales, en particular por lo que se refiere a los medios de comunicación por radio entre las Partes y al acceso en línea por vía segura a los sistemas nacionales de información, de todas las autoridades competentes. Las modalidades y condiciones de acceso en línea por vía segura se especificarán mediante un procedimiento acordado posteriormente entre ambas Partes.

2. El correo procedente de las CCP o destinado a estos últimos podrá ser trasladado por agentes de servicio sin pasar por la vía postal. Esos agentes deberán obligatoriamente conducirlo personalmente a su destino final.

Artículo 8: Funcionamiento

1. Los agentes y funcionarios destinados en los CCP trabajarán en equipo con arreglo a la legislación interna de cada Parte. Procederán al intercambio de información y podrán responder a las solicitudes de información procedentes de las autoridades de ambas Partes.

2. Cada Parte dispondrá de una lista actualizada de los agentes y funcionarios destinados en los CCP y se la transmitirá a la otra Parte.

3. Cada Parte designará un coordinador responsable encargado de la organización del trabajo común con su homólogo de la otra Parte.

4. Los servicios competentes de la Parte en que se encuentre el CCP se hará cargo de la seguridad del CCP y del personal que ejerza en él.

Título III

Disposiciones generales

Artículo 9: Destino de los agentes y funcionarios de los CCP

1. Los agentes y funcionarios destinados en los CCP que se encuentren en el territorio de la otra Parte no serán competentes para la ejecución de medidas policiales.

2. Los agentes y funcionarios de cada Parte se presentarán en sus lugares de destino y desempeñarán sus funciones luciendo bien el uniforme nacional sin armas o bien una señal de identificación visible.

Artículo 10: Régimen aplicable a los agentes y funcionarios de los CCP

1. Los agentes y funcionarios que se encuentren en misión en el territorio de la otra Parte dependerán de su jerarquía de origen y deberán respetar el reglamento de funcionamiento interno de la unidad en la que estén destinados.

2. Cada Parte será responsable del mantenimiento de la disciplina de los agentes anteriormente mencionados y podrá solicitar, a dichos efectos, la asistencia de los agentes de la otra Parte, en su caso.
3. Cada Parte otorgará a los mencionados agentes la misma protección y asistencia que la concedida a sus propios agentes.
4. Las disposiciones de naturaleza penal, vigentes en cada Parte, por las que se garantiza la protección de los agentes y funcionarios en el ejercicio de sus funciones, será igualmente aplicables a los delitos cometidos contra los agentes y los funcionarios destinados en los CCP.
5. Los agentes y funcionarios de los CCP estarán sujetos al régimen de responsabilidad civil y penal de la Parte de que dependa el territorio en que se encuentren.

Artículo 11: Reuniones

1. Los responsables de las autoridades competentes de las Partes y los coordinadores de los CCP se reunirán cada vez que lo requieran las necesidades operativas y, en cualquier caso, al menos dos veces al año. El objeto de dichas reuniones será:
 - a) la evolución de la cooperación entre sus unidades;
 - b) el intercambio de datos estadísticos relativos a los distintos tipos de delincuencia;
 - c) la elaboración y actualización de las modalidades de intervención conjunta para situaciones que requieran la coordinación entre las unidades operativas de las Partes;
 - d) la programación de ejercicios comunes;
 - d) la definición, de mutuo acuerdo, de las necesidades de cooperación, en función de la evolución de las distintas formas de delincuencia.
2. Cada reunión será sancionada por un acta.

Artículo 12: Actuaciones que deberán emprender las Partes

1. En la aplicación del presente Acuerdo, las Partes deberán realizar las siguientes actuaciones:

- a) la elaboración de un código simplificado para designar los lugares y la naturaleza de los delitos;
- b) el intercambio de sus publicaciones de carácter profesional y la organización con regularidad de una colaboración recíproca para la redacción de las mismas;
- c) la organización de la formación lingüística adecuada para los agentes y funcionarios que vayan a participar en las distintas formas de cooperación;
- d) la invitación a los agentes y funcionarios designados por una de las Partes a participar en seminarios de carácter profesional, así como en otras modalidades de formación continuada;
- e) el intercambio de personal en el marco de actividades prácticas, para familiarizarse con las estructuras y métodos de trabajo de las autoridades competentes de la otra Parte. El objetivo también es familiarizarse con la legislación a la que se hayan de enfrentar esos agentes, en particular en lo que se refiere al régimen jurídico de la responsabilidad civil y penal;
- f) la organización de visitas recíprocas entre las respectivas unidades de las Partes.

Artículo 13: Presupuesto

El presente Acuerdo se aplicará dentro de los límites presupuestarios de cada Parte.

Título IV

Disposiciones finales

Artículo 14: Solución de controversias

La solución de las controversias derivadas de la interpretación o la aplicación del Acuerdo se realizará mediante negociaciones entre las Partes.

Artículo 15: Revisión

1. El presente Acuerdo podrá revisarse a solicitud de una de las Partes.
2. Las modificaciones que se aporten, con arreglo a las disposiciones del apartado precedente, entrarán en vigor según lo dispuesto en el artículo 17.

Artículo 16: Entrada en vigor

El presente Acuerdo entrará en vigor el trigésimo día después de la fecha de recepción de la última notificación, por escrito y por vía diplomática, relativa al cumplimiento de los trámites internos requeridos a dichos efectos.

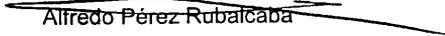
Artículo 17: Validez y denuncia

1. El presente Acuerdo será válido por un periodo indefinido;
2. Cada Parte podrá denunciar en todo momento el presente Acuerdo;
3. La denuncia deberá notificarse a la otra Parte, por escrito y por vía diplomática. Surtilrá efecto seis meses después de la recepción de la notificación previa.
4. La denuncia no se aplicará a los derechos y obligaciones de las Partes respecto de los proyectos en curso que se desarrollen en el marco del presente Acuerdo.

Hecho en Madrid, el 16 de noviembre de 2010, en español y francés, siendo ambos textos igualmente auténticos.

Por el Gobierno del Reino de España

El Vicepresidente Primero del
Gobierno y Ministro del Interior
"A.R."


Alfredo Pérez Rubalcaba

Por el Gobierno del Reino de
Marruecos

El Ministro del Interior



Taïeb Cherqaoui